



La vérité dans l'épreuve

L'épidémie du coronavirus aura eu au moins un avantage : révéler aux Français la véritable nature du régime politique sous lequel ils vivent. Tant il est vrai que c'est en temps de crise que les caractères se montrent sous leur vrai jour.

Tout le monde a pu constater que la France s'est trouvée démunie de toute protection quand l'épidémie a commencé. Il n'y avait ni masques en réserve, ni tests, ni gel hydro-alcoolique. Si bien que le gouvernement, au lieu de dire la vérité et d'inciter les Français à se protéger par des moyens de fortune en attendant l'arrivée des matériels commandés, a cru bon de proclamer l'inutilité des dits matériels, dont on a pu se demander alors pourquoi l'Etat en avait soudain tant commandé !

Le gouvernement n'a pas davantage donné consigne aux établissements pour personnes âgées de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la mise en danger de leurs résidents, particulièrement fragiles face à ce virus. Et ce fut un massacre !

Puis au lieu de mobiliser le corps de bataille essentiel représenté par les cent mille médecins généralistes et de les laisser accomplir leur mission conformément à leur déontologie et notamment au serment d'Hippocrate, qu'ils prononcent tous au début de leur exercice, le gouvernement leur a interdit la prescription d'un médicament sans danger qu'utilisait avec succès le professeur Raoult. Il appartenait aux médecins, et non au pouvoir politique, de vérifier l'efficacité de ce remède, ou d'en essayer d'autres, ce que certains ont fait avant d'être poursuivis par le conseil de l'Ordre ! Cette dramatique erreur de stratégie a obligé le gouvernement, pris de panique devant l'extension de l'épidémie, à confiner brutalement la population, ce qui a détruit l'économie d'un pays déjà fort mal en point à cet égard en raison des prélèvements délirants de l'Etat. Infliger un tel traitement à un patient affaibli est un terrible aveu d'incompétence et d'impéritie de la part des pouvoirs publics.

Et voilà qu'au moment où le gouvernement en appelle à la reprise de l'activité, il se lance dans une folle politique d'obligation du port du masque à l'extérieur, alors qu'aucun scientifique n'y voit la moindre utilité. Des messages aussi contradictoires ne peuvent qu'inquiéter la population et la dissuader de reprendre une vie normale.

L'obligation du masque s'accompagne d'une répression policière que le pays n'a pas connue à ce degré dans son histoire.

Comment ne pas conclure de ce tableau d'ensemble que la France est gouvernée par des incapables imprégnés d'une vision autoritaire de la société, au mépris d'une tradition démocratique issue de la Révolution et de la déclaration des droits de l'homme.

Pour dire les choses franchement, des millions de Français se doutaient de ce terrible constat, mais n'osaient pas toujours le formuler, craignant qu'on ne leur rie au nez.

La dérive autoritaire du pouvoir va se poursuivre et s'aggraver au rythme de ses échecs et de son impuissance. Depuis de longs mois, il n'est plus protégé que par les policiers et les gendarmes. C'est une bien insuffisante égide face à un peuple que la colère gagne. Des événements graves risquent de se produire en France. Sur qui pouvons nous compter ?

Le spectacle de la vie publique et des réseaux sociaux ne lasse pas d'inquiéter. C'est à cela que pensait le général de Gaulle quand il évoquait ces moments où « le peuple s'abandonne ». Mais il se voyait aussi comme un « vieil homme recru d'épreuves, mais jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance ».

Ce qui serait bien, c'est que nous nous retrouvions un jour prochain sur les Champs-Élysées, en criant Vive la France !

Mais aussi Vive la liberté !